ment finira cette sanglante tragédie si vive et si compliquée. Heureux qui regarde cette paix tranquille ces grands événements du meilleur des mondes possibles!

» Je suis, etc.

» VOLTAIRE. »

Enfin, voici l'homme, le politique et le roi peints par l'historien anglais Macaulay :

« Non content d'être son premier ministre, Frédéric voulut devenir son seul ministre. Il n'eut jamais besoin, nous ne dirons pas d'un Richelieu ou d'un Mazarin, mais même d'un Colbert, d'un Louvois ou d'un Torcy. Une sorte de passion insatiable pour le travail, le besoin qu'il éprouvait sans cesse d'ordonner, de se mêler de tout, de faire sentir son pouvoir, le mépris profond et la méfiance que lui inspiraient ses semblables, l'empêchèrent toujours de demander des conseils, de confier des secrets importants, de déléguer des pouvoirs étendus. Les premiers fonctionnaires de l'État étaient sous son gouvernement de simples commis, auxquels il n'accordait pas la confiance dont jouissent d'ordinaire de bons serviteurs. Il resta son propre trésorier, son commandant en chef, son intendant des travaux publics, son ministre du commerce et de la justice, son ministre de l'intérieur et des affaires étrangères, son maître de cavalerie, son lieutenant, son chambellan... Il ne pouvait pas tolérer une autre volonté que la sienne dans le gouvernement de l'État. Il ne voulait, pour l'aider, que des commis qui eussent seulement l'intelligence de traduire, de copier, de déchiffrer ses griffonnages et de donner une forme officielle à ses réponses laconiques. En fait de talents naturels et d'instruction, il n'exigeait pas plus d'un secrétaire du cabinet que d'une presse lithographique ou d'une machine à copier. »

Outre l'*Anti-Machiavel*, Frédéric a composé des poésies françaises qui sont restées médiocres, malgré les retouches de Voltaire, ainsi qu'un grand nombre d'écrits en prose, également (dans notre langue, comme nous l'avons dit, et qui ont une véritable supériorité. « En parcourant la colossale édition de ses œuvres, on reconnaît avec bon nombre de pages, un Villemain et les Sainte-Beuve, ce que le libre esprit des Diderot et des d'Alembert disait sans flatterie : c'est un grand écrivain, excellent prosateur, net, simple, mâle, d'étonnant sérieux, qui, même en face de Voltaire, dans ses très-belles lettres se soutient avec dignité. » (Michelet.)

C'est un écrivain du plus grand caractère, dont la trempe n'est qu'à lui, mais qui, par l'habitude et le tour de la pensée, tient à la fois de Polybe, de Lucrèce et de Bayle. » (Sainte-Beuve.)

Plusieurs éditions des œuvres de Frédéric ont été publiées à diverses époques; nulle n'a réuni plusieurs de ses ouvrages sous le titre d'*Œuvres du philosophe de Sans-Souci* (on sait qu'il aimait à prendre ce titre). Le gouvernement de Berlin a commencé en 1846 la publication de deux éditions, dont l'une, monumentale et splendide, n'a pas moins de 30 vol. in-4°.

Voici les titres des principaux écrits du roi-philosophe : l'*Anti-Machiavel*; *Instructions militaires* (pour ses généraux); *Correspondance amicale avec le général Fouqué*; *Mémoires pour servir à l'histoire de la maison de Brandebourg*; *Poésies du philosophe de Sans-Souci*; *Variétés philosophiques*; *Histoire de mon temps*; *Histoire de la guerre de Sept ans*; *Considérations sur l'état présent du corps politique*; *Essai sur les formes des gouvernements et sur les devoirs des souverains*; *Exercices pour le livre intitulé* : Système de la nature; *Correspondance avec Mme du Châtelet*, *Voltaire*, *le marquis d'Argens*, *Fontenelle*, etc.

Frédéric le Grand (HISTOIRE DE), par M. Camille Paganel (Paris, 1830, 2 vol.). Elle mérite la réputation qu'elle a justement acquise, et les événements des dernières années, la lutte entre la Prusse et l'Autriche, si brusquement terminée par la bataille de Sadowa, n'ont fait que redoubler pour les lecteurs français l'intérêt de cette histoire. On s'est demandé comment cette puissance, qui pesait si peu dans l'équilibre européen au XVIIe siècle, qui, au XVIIIe, a joué un rôle déjà si considérable, est devenue prépondérante dans les affaires de l'Allemagne et de l'Europe au XIXe siècle. On a trouvé la réponse dans le livre si instructif de M. Paganel; on a vu que le véritable auteur de la grandeur présente de la Prusse est ce Frédéric que l'Europe a salué du nom de Grand, et que l'Allemagne appelle l'Unique. On a fait de nombreux ouvrages sur Frédéric II : en 1826, le fils de M. Dieudonné Thiébault a publié les mémoires de son père, qui vécut longtemps dans l'intimité de ce prince. Plus tard, Macaulay a composé un essai charmant sur le même sujet; enfin, M. Thomas Carlyle, l'éminent historien anglais, l'auteur de l'*Histoire de la Révolution française*, vient de terminer une grande *Histoire de Frédéric le Grand*, qui mériterait certainement d'être traduite en français. Tous ces travaux remarquables, et bien d'autres, n'ont pas fait oublier les deux volumes de M. Paganel. M. Paganel a bien compris que les meilleurs historiens de cette époque sont Voltaire et Frédéric lui-même, et il a fait un excellent usage de leurs ouvrages. M. Paganel avait d'abord composé 4 volumes, mais il a réduit son cadre et a resserré ses quatre volumes en deux seulement.

M. Paganel a retracé les origines si petites de la nation prussienne et de la maison de Hohenzollern. Il aurait pu faire remonter plus haut encore l'origine de cette puissance, mais elle peut être les rapports de Voltaire et de Frédéric II, cette amitié de deux hommes d'esprit, qui ne s'entendaient jamais mieux qu'à distance, M. Macaulay nous a laissé sur cet épisode des pages très-amusantes. Nous ne voulons pas raconter, même sommairement, le règne de ce grand roi ; nous nous contentons de renvoyer nos lecteurs à l'article qui lui est consacré ci-dessus; nous voudrions faire comprendre les mérites de l'ouvrage de M. Paganel; mais on ne les comprendra bien qu'en le lisant.

M. Paganel, dans la préface, déclare qu'il évitera deux écueils, la sévérité poussée jusqu'à la haine, et l'admiration jusqu'au fanatisme. Cependant on pourrait peut-être trouver que M. Paganel est parfois trop indulgent pour le héros de son histoire; il n'insiste pas assez sur le caractère bizarre, capricieux, emporté de Frédéric; il fait trop l'éloge de sa moralité, qui laissa parfois à désirer. Dans son dernier chapitre, il montre que Frédéric a vécu en harmonie parfaite avec son temps, et fait justement l'éloge de ce XVIIIe siècle que M. Michelet appelait un jour le grand siècle. Il fait une analyse intéressante des ouvrages de Frédéric, l'*Anti-Machiavel*, les *Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe*, surtout l'*Histoire de mon temps* et les *Mémoires pour servir à l'histoire de la maison de Brandebourg*, l'*Histoire de la guerre de Sept ans*, et bien d'autres, sans oublier les vers. Enfin, M. Paganel a essayé de laver Frédéric d'un reproche qu'on lui a souvent adressé : on l'a accusé d'être sourd aux cris de son peuple, de protéger les savants d'un prince français, de négliger la littérature allemande; M. Paganel a prouvé le contraire d'une façon péremptoire. « Ce fut à Frédéric le Grand, dit Gœthe, aux exploits de la guerre de Sept ans, que les muses allemandes furent redevables d'une expression vraie et élevée, d'une physionomie originale et pleine de vie. » Mirabeau, dans son ouvrage sur la *Monarchie prussienne*, a aussi montré qu'en encourageant les philosophes français, Frédéric inspira plus de hardiesse aux philosophes allemands.

Telle est cette histoire de M. Paganel, qui se recommande par une science solide et précise, et en même temps par un accent consciencieux et entraînant, qui paraît inspiré du XVIIIe siècle.

Frédéric II (MÉMOIRES ET HISTOIRES DE) [1750, 1788, 1805]. Ces ouvrages se composent de divers travaux historiques tous relatifs aux années de la jeunesse et du règne de Frédéric. Dès le début, l'auteur annonce qu'il veut la vérité dans l'histoire. « Un ouvrage écrit sans liberté ne peut être que médiocre ou mauvais. » Il dira donc la vérité sur les personnes et sur ses ancêtres; mais il est d'avis « qu'une chose ne mérite d'être écrite qu'autant qu'elle mérite d'être retenue, » et glisse, en effet, sur les temps barbares et stériles et sur les princes obscurs de sa race: « Il en est, dit-il, des histoires comme des rivières, qui ne deviennent importantes que de l'endroit où elles commencent à être navigables. » Et s'il choisit de préférence à toute autre langue le français, qui convient à tout à la netteté de son esprit, c'est que le français « est la langue la plus polie et la plus répandue en Europe, et qu'elle paraît en quelque façon fixée par les bons auteurs du siècle de Louis XIV. » Le narrateur esquisse avec sobriété les biographies des électeurs primitifs; le ton général est sévère, bien que parfois des réflexions philosophiques dérogent à la ferme et mâle simplicité de son récit. Attentif à distinguer le fond de l'accessoire, il examine les grands événements par leurs grands côtés; ainsi, la Réforme et la guerre de Trente ans ne sont définies que par leurs traits généraux. Le spectacle des dévastations et des calamités lui inspire, non des peintures déclamatoires, mais des sentiments d'humanité, des idées d'ordre et d'administration. Arrivé à Frédéric-Guillaume, dit le *Grand électeur*, l'homme qui a fondé la grandeur de sa maison, il s'étend sur son règne avec complaisance. Quand il aborde les affaires de son temps, et qu'il s'exprime sur les actes de son propre gouvernement, Frédéric n'abandonne pas le ton simple et vrai qu'il a pris en jugeant les autres. Impartial envers ses ennemis, il fait aussi la part de la fortune, et reconnaît ce que les calculs humains doivent à l'occasion, cette mère des grands événements. » Dans le récit, sobre et rapide, des événements de guerre, il n'aborde les détails particuliers qu'autant qu'il se sent obligé de payer un tribut de reconnaissance à un compagnon d'armes ou à ses troupes. Observateur philosophe, il se plaît à faire sentir l'inanité des projets humains, et, ce qu'il aime, c'est une sage modération « qui rend les hommes impassibles aux biens et aux maux que le hasard dispense. » Moins précis et moins expressif que César et Napoléon, Frédéric ne dédaigne cependant pas l'art de bien écrire. Il a des mots qui peignent une situation ou qui résument un jugement. « La retraite des Suédois (campagne de 1679) ressemblait à une déroute; de 16,000 qu'ils étaient, la peine 5,000 retournèrent-ils en Livonie. Ils étaient entrés en Prusse comme des Romains, ils en sortirent comme des Tartares. » Il a l'instinct de la vraie grandeur, et il n'en reconnaît le signe que sur le front des vrais héros. Pour lui, la reine Christine n'est qu'un esprit bizarre; Charles XII et Pierre le Grand lui paraissent être les deux hommes les plus singuliers de leur siècle. De ce même Pierre le Grand il dit : « Pierre fut pour policer sa nation, travailla sur elle comme l'eau-forte sur le fer. » Habile à saisir les vices ou les ridicules dans les hommes qu'il a connus, il les caractérise, en courant, d'un trait qui se grave.

Le roi Frédéric-Guillaume II a fait publier, de 1840 à 1856, sous les auspices et la direction de l'Académie de Berlin, une édition magnifique des *Œuvres* de Frédéric II, en 33 volumes.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME II, roi de Prusse, neveu et successeur du grand Frédéric, né en 1744, du prince Auguste-Guillaume, mort en 1797. Après la mort de son père, il fut déclaré prince royal par Frédéric II, qui lui fit donner une éducation sévère; mais, entraîné par ses goûts pour le plaisir, il se livra à des dérèglements qui, pendant longtemps, le mirent en froid avec son oncle. Les preuves de bravoure qu'il donna à Neustædt, en Silésie, pendant la guerre de la succession de Bavière (1778), le réconcilièrent quelque temps avec le roi; mais, à quand il arriva à Breslau et se présenta devant Frédéric, au retour de cette campagne, celui-ci l'embrassa en lui disant : « Vous n'êtes plus mon neveu, vous êtes mon fils. » Lorsqu'il monta sur le trône, en 1786, Frédéric-Guillaume II trouva le trésor public rempli, l'administration et l'armée dans un état florissant, la Prusse en paix avec ses voisins, et devenue, entre les mains de son prédécesseur, presque l'arbitre de l'Europe. Mais ce prince ne sut pas suivre les traces de son grand Frédéric. Il gaspilla en folles prodigalités les finances de la Prusse et lança ce pays dans des guerres ruineuses et sanglantes. Il compromit la révolution de Hollande (1787-1788); mais il fut moins heureux avec la France. Ardent promoteur de la coalition de Pilnitz (1791), il fit marcher contre la France une armée qui vint se tondre dans les marais de la Champagne. Le 5 avril 1795, il était contraint de signer, à Bâle, la paix avec la République française, en lui abandonnant la rive gauche du Rhin. Pendant qu'il se battait contre la France, Frédéric-Guillaume jouait le plus triste rôle vis-à-vis de la Pologne. Il prit part aux deux derniers partages de ce pays, malgré le traité du 29 mars 1790, d'après lequel la Prusse avait garanti au roi de Pologne, Poniatowski, l'héritage de son père dans sa famille, l'intégrité du royaume de Pologne et un secours de 40,000 hommes d'infanterie et de 4,000 hommes de cavalerie, dans le cas où les puissances étrangères se mêleraient des affaires intérieures de la Pologne. Catherine II ayant profité du moment où la Prusse et l'Autriche se trouvaient en guerre avec la France pour s'emparer de la Pologne, Frédéric-Guillaume se trouva dans l'alternative ou de faire la guerre à la Russie ou de joindre à elle pour partager la proie qu'elle convoitait. C'est ce dernier parti qu'il se hâta de prendre. Il envoya dans la Grande-Pologne (1793) un corps d'armée qui, pendant, avec Dantzig et Thorn, d'un vaste territoire comprenant 1,000 milles carrés. La diète polonaise de Grodno se vit contrainte de consentir à la cession des mêmes territoires qui venaient d'être soustraits, par la force, à la Pologne. Mais, dès l'année suivante (1794), une grande insurrection éclata dans ce pays, sous le commandement de Kosciusko et de Madalinski. A plusieurs reprises, les Russes et les Prussiens furent battus. Cependant, encore une fois, la fortune sourit à cette cause. Battu, le 10 octobre 1794, par le général russe Fersen, Kosciusko fut fait prisonnier, et la dernière forteresse des patriotes, Praga, dut se rendre, le 4 novembre, au général russe Souvaroff. Cette victoire donna lieu au troisième partage de la Pologne, qui valut à la Prusse une augmentation de 2,000 milles carrés.

Ce chiffre s'accrut de 85,000 par l'annexion des principautés d'Anspach et de Baireuth, achetées en 1791, moyennant une rente de 500,000 florins, servie au margrave Christian-Frédéric-Charles-Alexandre. Malgré l'agrandissement de la Prusse, non-seulement le trésor public, qui contenait 70 millions d'écus à la mort du grand Frédéric, se trouva vide à la fin du règne de Frédéric-Guillaume, mais encore l'État se trouva endetté de 22 millions d'écus. Sous le règne de ce prince, la tolérance éclairée du grand Frédéric pour la liberté de pensée, si favorable au développement d'une jeune nation, reçurent une funeste atteinte par l'édit de religion (1788) et par différentes mesures prises dans un esprit rétrograde, notamment par l'établissement de la censure. Toutefois, Frédéric-Guillaume réduisit les taxes publiques, facilita le commerce, l'industrie, protégea l'agriculture, fonda plusieurs institutions pour l'enseignement, et publia, en 1794, le code prussien, que son oncle, Frédéric le Grand, avait fait entreprendre, et qui s'est maintenu jusqu'à nos jours. Ce prince épousa, en premières noces, Elisabeth-Christine Ulrique, princesse de Brunswick. En 1769, il divorça d'avec elle et se remaria avec la princesse Louise de Hesse-Darmstadt, morte en 1805. De ce mariage sont issus quatre fils : FRÉDÉRIC-GUILLAUME III, son successeur, né en 1770, mort en 1840; LOUIS, mort en 1796; HENRI, mort en 1846, et GUILLAUME, mort en 1851.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME III, roi de Prusse, fils aîné et successeur du précédent, né en 1770, mort le 7 juin 1840. Il reçut sa première éducation sous la direction de sa mère, la princesse Louise de Hesse-Darmstadt, et de son grand-oncle, Frédéric II, puis eut pour gouverneur le comte Charles de Brühl, qui l'initia à la politique en même temps qu'à l'art militaire. Pendant la guerre contre la France, en 1792, il se rendit avec son père à l'armée du Rhin et s'y fit remarquer par son courage. L'année suivante, il épousa la princesse Louise de Mecklembourg-Strélitz, pour laquelle il ressentait une vive affection. Dès son avènement au trône, en 1797, il s'attacha à réparer les fautes du dernier règne : la tolérance religieuse fut rétablie, la censure modifiée dans le sens libéral, les finances restaurées. Il s'entoura de bons conseillers et plaça à la tête de l'administration un homme d'une probité et d'une capacité reconnues, Hardenberg, que se laissa point distraire dans ce travail de réorganisation, restant sourd aux excitations et aux menaces des puissances coalisées contre nous. Le prince était pacifique; il respecta la République française et le traité de paix de Bâle, que son père avait conclu avec elle. Son intention était de vivre en paix avec tous les princes, et de consacrer toutes ses forces à l'amélioration du pays. Le traité de Lunéville (1801) lui fit perdre les possessions de la rive gauche du Rhin; mais cette puissance reçut en compensation, en 1803, un accroissement de territoire d'environ 180 milles géographiques, ayant une population de plus de 400,000 habitants. A peu près vers cette époque, elle fit avec la Bavière des échanges de territoires qui l'arrondirent et l'agrandirent de telle sorte, qu'elle compta alors 10 millions d'habitants. En 1805, la roi de Prusse finit par entrer dans la troisième coalition, entraîné par Alexandre, venu lui-même à Berlin, et irrité de la violation du territoire d'Anspach, traversé par nos troupes marchant sur Vienne. Déjà il était engagé, lorsque le coup de foudre d'Austerlitz vint le rappeler à la prudence. Il se hâta de faire sa paix avec Napoléon, moyennant quelques concessions et indemnités, et aux dépouilles il obtint le Hanovre (15 déc. 1805). Bientôt, l'établissement de la confédération du Rhin troubla la bonne harmonie. Frédéric-Guillaume prétendait réunir sous son protectorat les États de l'Allemagne du Nord, comme Napoléon avait fait de ceux du Midi. On ne put s'entendre, et les hostilités commencèrent le 9 octobre 1806. Le 14, Napoléon, vainqueur à Iéna, entrait à Berlin, et bientôt le roi, dépouillé de ses États, se trouvait confiné à Memel. Grâce à l'empereur de Russie, il rentra, par le traité de Tilsitt (1807), en possession d'une partie de son royaume; mais, avant de passer des vertus de la paix, il devait subir de cruelles épreuves. Napoléon lui imposait d'énormes contributions de guerre, 100 millions, qui devaient être payés avant l'évacuation des troupes françaises. L'épuisement de toutes ses provinces mettait le roi dans l'impossibilité de payer une somme si lourde. Il supplia l'empereur de lui accorder des réductions et de retirer son armée. Dans une lettre, inédite, qu'il lui adressait de Memel, le 3 août 1807, et dont nous avons l'original sous les yeux, il lui disait : « Quelles sont vos vues sur la Prusse? Votre Majesté en a-t-elle décidé l'anéantissement politique? Expliquons-nous, sire : le langage de la conscience et de la franchise est celui qu'il convient d'adresser au plus grand homme de notre siècle. Prononcez le rôle que vous voulez m'assigner parmi les puissances de l'Europe... »

Frédéric-Guillaume ne rentra dans sa capitale qu'au mois de décembre 1809. Loin de se laisser abattre par le malheur, il s'occupa sans relâche des réformes réclamées par le pays, de la reconstitution de l'armée. Deux hommes d'une haute capacité, Stein et Hardenberg, travaillèrent alors avec le roi à la régénération de la Prusse par l'établissement d'institutions libérales et par une réorganisation radicale de l'administration. Les principaux points de cette réforme furent l'égalité, devant la loi, de la noblesse et de la bourgeoisie; la liberté du travail, de l'industrie et du commerce; l'abolition de la corvée des paysans (loi du 9 octobre 1807); l'indépendance des communes en ce qui concerne la gestion de leurs affaires municipales et la représentation des villes par des conseillers municipaux (19 novembre 1808). L'instruction publique devint obligatoire et gratuite pour les pauvres (20 octobre 1810). L'université de Berlin fut fondée en 1809, et, en même temps, celle de Francfort-sur-l'Oder fut transférée à Breslau. Pour améliorer les finances de l'État, le roi décréta, le 6 novembre 1809, la vente des propriétés appartenant au domaine public, et déclara les biens ecclésiastiques situés dans son royaume propriétés de l'État. Tous les biens possédés par les ordres religieux et par le clergé furent alors sécularisés et vendus en même temps que les autres biens de l'État.

Par ces diverses mesures, le roi de Prusse parvint à cicatriser les plaies que la guerre avait faites à ses États et à y ramener le bien-être. Forcé de plier devant les volontés encore toutes-puissantes de Napoléon, Frédéric-Guillaume conclut à Paris, le 24 février 1812, un traité d'alliance défensive et offensive. Cette même année, la guerre ayant éclaté entre la France et la Russie, le roi de Prusse envoya à Napoléon un corps d'armée de 30,000 hommes, sous le commandement du général York. Lors de la funeste retraite de Russie, le général York sauva ses troupes en concluant, avec le général russe Diébitsch, une convention qui lui laissait le passage libre pour retourner en Prusse, et son corps d'armée, déclaré neutre, se sépara de l'armée française. Les désastres de 1812 semblaient indiquer que Napoléon avait enfin lassé la fortune. Le roi de Prusse se réunit contre lui aux grandes puissances, avec d'autant plus d'empressement qu'il avait été plus profondément humilié. Il conclut contre la France une alliance avec l'empereur de Russie, à Kalisch, le 28 février 1813, et, le 27 mars de la même année, envoya à Napoléon une déclaration de guerre. Les proclamations qu'il adressa à son peuple, les 3 et 9 février et le 17 mars 1813, étaient autant d'appels aux armes, qui furent accueillis avec enthousiasme, car il s'adressait à la nation au nom de la liberté et de l'indépendance de la patrie. Deux corps d'armée furent successivement par Blücher et York, se réunirent à l'armée russe sous les ordres de Wittgenstein, et marchèrent en avant en entrant en Saxe. Le roi lui-même fit la campagne de 1813 et de 1814, et contribua à l'échec que Napoléon éprouva à Leipzig. Il se rendit ensuite à Paris, qu'il quitta avec son armée, après la paix conclue pour se rendre à Londres. De là, il retourna à Berlin, où il fut reçu en triomphe par le peuple prussien (le 6 août 1814). De Berlin, il se rendit à Vienne pour assister au congrès, dans lequel il défendit les intérêts prussiens, se fit restituer les États que Napoléon lui avait enlevés, et obtint, en outre, un agrandissement de territoire. Lorsque, au mois de mars 1815 Napoléon revint de l'île d'Elbe, Frédéric-Guillaume conclut une nouvelle alliance avec l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, et l'on sait quelle part décisive les Prussiens de Blücher prirent à la bataille de Waterloo. De retour en Prusse, le roi fit célébrer le jubilé de l'avénement de la maison de Hohenzollern, qui depuis quatre cents ans gouvernait la Prusse. La paix rétablie, Frédéric-Guillaume continua à s'occuper des chères espérances. Il attendait, depuis 1815, une constitution qui réglât définitivement ses droits, et, lorsqu'il comprit, en 1819, que la crise ne se guérir. Avant d'en venir aux extrémités, il demanda encore au roi une administration populaire, avec une représentation nationale pour la surveiller. La cour ne jugea pas à propos de répondre, ou plutôt répondit à ces justes réclamations en faisant incarcérer les chefs du parti politique libéral. De sourds murmures se firent entendre dans Berlin, la Prusse, pays qu'elle a agita. La situation, à l'extérieur, n'était rien moins que paisible. L'Autriche, de concert avec la Prusse et la Russie, s'empara de Cracovie, désormais rayée des États indépendants. Cet acte arbitraire et despotique trouva chez les Polonais prussiens une opiniâtre résistance. Une conspiration organisée contre le roi fut découverte, et le gouvernement réprima, par les mesures les plus énergiques, ces velléités de révolte. On jeta indistinctement dans les prisons innocents et coupables, et l'on crut avoir terminé d'un seul coup une affaire sans importance. Les Prussiens désespéraient hautement de ces mesures d'un despotisme si dédaigneux. Une autre tentative d'assemblée échoua par les intrigues de la reine et souleva enfin l'indignation générale. La France agitée communiqua jusqu'à Berlin son ébranlement politique. Le peuple se dressa vigoureusement contre la royauté et battit les troupes qui ne lui opposait. On se massacra dans les rues de Berlin depuis le 17 jusqu'au 19 mars; le canon labourait profondément ces flots du peuple exaspéré, mais le sang qui coulait ne fit qu'irriter la vengeance, et l'émeute rugissait comme un lion blessé. Le roi s'aperçut que ce n'était pas un jeu, et, se dégageant enfin de l'influence de la reine, il descendit lui-même dans la rue, seul, sans gardes, fraternisa avec le peuple, annonça un changement de ministère, reconnut la légitimité des réclamations, promit une constitution avec responsabilité des ministres, l'unité allemande et la dissolution de la diète de Francfort. A peine rentré, il appelle auprès de lui le comte de Schwerin, d'Auerswald et d'Arnim, pour former un nouveau ministère, et renvoie de Berlin tous les soldats qui avaient essayé de refouler l'émeute. Cette généreuse initiative séduisit le peuple, toujours prompt à pardonner. Seul et sans défense, le roi fut plus respecté qu'il ne l'avait encore été jusque-là. Retiré dans son château, il se montrait de temps en temps, et son apparition était toujours saluée par des applaudissements chaleureux. Une malheureuse circonstance faillit rompre encore une fois ces liens à peine établis. Le peuple avait décidé qu'on enterrerait avec pompe et solennité les corps de deux victimes de la dernière révolution, le docteur Léon Weiss et le Polonais Malinski. Le 22 mars 1848, le cortége se mit en marche et passa sous les fenêtres du roi. La foule, ne le voyant pas sur son balcon, l'appela, prête à se révolter de nouveau devant cette hautaine indifférence. Le roi et la reine parurent, le roi, la tête couverte, la reine, pâle de frayeur et d'indignation, jetant sur la populace des regards courroucés. Ce n'était rien encore : la révolution lui ménageait une autre humiliation. Quelqu'un fit observer que le roi gardait son chapeau, et un murmure s'éleva qui bientôt dégénéra en cris furieux. Le roi se découvrit, et la reine, ne pouvant supporter ce spectacle, s'évanouit sur le balcon. Le cortége victorieux reprit sa route, et Berlin rentra dans le calme. Enfin la Presse allait donc devenir libérale et constitutionnelle; le peuple se tranquillisa. Fatal repos, confiance puérile. La réaction releva peu à peu la tête; sourde d'abord, elle osa bientôt davantage. La reine reprit son empire sur le roi, l'aristocratie sa domination dans les conseils. Une chambre de pairs fut créée, et, pour comble d'audace, le ministère Manteuffel vint jeter la terreur dans le peuple par ses oppressions et ses crimes. A Francfort, les choses n'allaient pas mieux qu'à Berlin. Le roi de Prusse fut élu, le 28 mars 1849, empereur d'Allemagne; mais, sur les conseils de la reine, il refusa ce titre et accueillit fort mal la députation qui venait le lui offrir. Ce fut le signal des catastrophes qui ensanglantèrent l'Allemagne. D'abord, l'assemblée de Francfort fut dissoute et la constitution allemande supprimée par la force militaire. Chassé de Francfort, le parlement se réfugia à Stuttgard, où il ne fut pas plus heureux, et fut définitivement forcé de se dissoudre. Une seconde révolution, à Vienne, protesta contre la tyrannie; à Bade et en Saxe, la république fut proclamée. Cependant, le roi de Prusse, conseillé par son ministre Radowitz, voulait se délier de l'Autriche et former, avec le nord de l'Allemagne, une espèce de confédération où n'entrerait pas l'Autriche; seulement, cette dernière serait libre de s'unir avec le reste de l'Allemagne. A ce sujet, il s'entendit avec le roi de Saxe et le roi de Hanovre, et convoqua un parlement à Erfurth. La reine Elisabeth, qui intriguait toujours, était au courant de toutes ces trames politiques et en informait fidèlement la cour autrichienne, qui protesta violemment contre ces projets d'alliance. Le roi demanda donc une entrevue à l'empereur d'Autriche, et les deux souverains conférèrent à Olmütz, le 29 novembre 1850. C'était en pure perte, parce que l'empereur ne voulut accepter aucun arrangement, et dit au roi de Prusse que s'il n'entrait pas dans la vieille confédération germanique telle qu'elle avait existé avant 1848, il lui déclarait immédiatement la guerre. Frédéric-Guillaume fut profondément humilié des paroles altières de l'empereur d'Autriche, mais recula devant une guerre presque fratricide. La reine se chargea de panser la blessure qu'elle avait faite, et l'ancienne confédération germanique fut rétablie. Depuis lors, l'Autriche exerça sur le reste de l'Allemagne une prépondérance incontestée, et ouvrit un système de persécutions politiques qui portèrent l'effroi jusque dans la Prusse. Elles étaient naturellement approuvées par la reine et le ministère Manteuffel.

La réaction, maîtresse enfin des listes de proscription, se débarrassa de ceux qui pouvaient s'opposer à sa marche triomphante. Les Prussiens émigrèrent en masse. Reine enfin, de nom et de fait, Elisabeth se livra ouvertement à ses fantaisies politiques. Elle voulait soumettre l'Église à l'orthodoxie et supprimer complétement la liberté de l'enseignement. La loi du 29 juin 1850 n'annonçait pas seulement ces prétentions audacieuses, elle les mettait à exécution. Le roi disparaissait totalement derrière la reine et le ministre. On avait eu bien soin de l'entourer d'amis qui avaient pour mission de tuer cette intelligence déjà obscurcie, et de le rendre complétement incapable d'intervenir dans les affaires publiques. Comme pour tenter un dernier essai, la reine provoqua une nouvelle entrevue de Frédéric-Guillaume avec l'empereur d'Autriche. Quand il revint dans son royaume, après un arrangement insignifiant, la mal était incurable, et, dès les premiers symptômes, on avertit le peuple que son roi était atteint d'aliénation mentale. Un décret royal du 23 octobre 1857 autorisait le prince Guillaume de Prusse, frère du roi, à prendre en main les rênes du gouvernement, avec le titre de régent, pour une période de trois mois. A l'expiration du temps fixé, la régence fut prolongée de trois autres mois, puis de six et enfin indéfiniment. La reine et son ministère conspirèrent contre le nouveau gouvernement; mais leurs manœuvres échouèrent devant l'aversion du public, et la démocratie commença à reprendre le dessus. Frédéric-Guillaume, atteint au physique et au moral, se retira quelque temps au château de Sans-Souci, près de Potsdam, et mourut le 1er janvier 1861.

Il avait été l'objet de deux tentatives d'assassinat : la première, de la part d'un ancien maire de la ville de Storkow, nommé Tschech;

la seconde, d'un sous-officier appelé Sefeloge. Sous son règne, la monarchie s'agrandit du duché de Hohenzollern, acquis en 1851, et d'un morceau de terrain au bord de la mer du Nord (acquis par le traité du 20 juillet 1853), dans le but d'y établir un port pour la marine prussienne

FRÉDÉRIC Ier, roi de Danemark et de Norvége, né en 1471, mort en 1533, était fils du roi Christian Ier. Il possédait, depuis 1460, le duché de Holstein, lorsqu'il fut appelé, en 1523, à succéder à son neveu, Christian II, qui venait d'être déposé à la suite d'une révolte de la noblesse. Frédéric accorda de grands priviléges à la noblesse et au clergé, parvint, grâce à l'habile général Jean Rantzau, à battre complétement les partisans du roi déchu, et fit alliance avec Gustave Wasa, roi de Suède. Christian II ayant essayé de reprendre la couronne de Danemark, Frédéric le fit cerner avec ses troupes et jeter dans un château fort. Le roi de Danemark favorisa l'introduction du luthéranisme dans ses États, et fut secondé par la noblesse, qui saisit cette occasion pour s'emparer des biens ecclésiastiques.

FRÉDÉRIC II, roi de Danemark et de Norvége, né en 1534, mort en 1588, succéda, en 1559, à son père, Christian III. Il dut soumettre, lors de son avénement, à une charte qui limitait extrêmement le pouvoir royal, au profit de la noblesse. Une partie du règne de ce monarque est remplie par une guerre entre le Danemark et la Suède, au sujet des trois couronnes figurées sur l'écusson danois. Cette guerre, commencée en 1563, pour un motif aussi futile, ne fut terminée que par la paix de Stettin, en 1570, qui mit à la charge de la Suède les frais de la guerre. Grâce à son grand et habile ministre, Pierre Oke, Frédéric II contribua puissamment à la prospérité de son royaume. Oke apporta de l'étranger d'utiles idées pour la culture et l'économie domestique, imprima une vive impulsion au commerce, à l'industrie, aux sciences, et fit proclamer un nouveau code maritime. Ce fut Frédéric II qui donna au célèbre Tycho-Brahé, en 1576, l'île de Hwen pour y construire le fameux observoire d'Uranienborg.

FRÉDÉRIC III, roi de Danemark et de Norvége, né en 1609, mort en 1670. Il succéda, en 1648, à son père, Christian IV, malgré l'opposition d'un parti qui favorisait son frère naturel, et se vit contraint d'accepter, lors de son élection, une charte qui remettait entre les mains du sénat presque toutes les prérogatives du pouvoir royal. Pendant quelques années, le sénateur Ulfeld gouverna le pays sous le titre de maréchal, puis, se sentant menacé d'une disgrâce, il se rendit en Suède et engagea le roi de cette contrée, Charles X, à porter la guerre en Danemark. Les Danois prirent eux-mêmes, en s'emparant du duché de Holstein-Gottorp, l'initiative des hostilités. Mais le roi de Suède, accompagné de Ulfeldt, fondit sur le Jutland, traversa, pendant l'hiver, avec son armée, le Petit et le Grand Belt, et arriva devant Copenhague (1658), dont les habitants épouvantés demandaient la paix, quel qu'en fût le prix. Le traité de Roskild donna à la Suède les provinces de Scanie, Halland, Drontheim, Bornholm, etc., et vingt vaisseaux à la Pologne. Peu satisfait encore de pareils résultats, Charles X rompit le traité quelques mois après, dans l'espoir de conquérir tout le Danemark. Pour la seconde fois, il vint mettre le siége devant Copenhague; mais il y trouva une résistance inattendue. Le roi Frédéric, par son activité, par son énergie, par son courage, qu'il sut communiquer aux habitants de cette ville, rendit inutiles tous les efforts du roi de Suède, qui fut repoussé avec de grandes pertes dans un assaut livré la nuit du 10 au 11 février 1659. Battu sur mer par une flotte hollandaise accourue au secours de Frédéric II, et sur terre par les Danois, en Fionie, Charles X retourna en Suède, où il mourut de chagrin. Cette guerre désastreuse, malgré le succès final, avait épuisé le Danemark. Après la conclusion de la paix, le roi convoqua les états à Copenhague pour aviser aux moyens de rétablir la prospérité et les finances du pays. La bourgeoisie et le clergé, irrités contre la noblesse de qu'elle avait trahi de concert avec nos besoins publics, résolurent de lui enlever les principaux priviléges dont elle avait joui. En conséquence, ils déclarèrent la couronne héréditaire, et donnèrent au roi une autorité absolue (1661). Les nobles, après quelques velléités de résistance, se virent contraints de se soumettre au nouvel état de choses, et furent frappés d'impôts; les domaines qu'ils avaient usurpés leur furent repris, et l'état des finances se trouva promptement amélioré. Le secrétaire intime de Frédéric III, Schumacher, exposa, sous le titre de *Lex regia*, le système de la monarchie absolue tel qu'il devait être désormais pratiqué en Danemark, et ce document fut contre-signé, en 1665, par le roi. Pendant la guerre entre la Hollande et l'Angleterre, Frédéric prit successivement parti pour l'une et l'autre de ces puissances. Dans les dernières années de sa vie, ce prince se laissa séduire par la chimérique recherche de la pierre philosophale, et y consacra de grandes sommes. Il mourut généralement estimé pour sa fermeté et sa droiture.

FRÉDÉRIC IV, roi de Danemark et de Nor-